

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la Société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 50 (1909), p. 101-121

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1909\\_\\_50\\_\\_101\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1909__50__101_0)

© Société de statistique de Paris, 1909, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

N° 4. — AVRIL 1909

I

### PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 17 MARS 1909

**SOMMAIRE.** — Adoption du procès-verbal de la séance du 17 février 1909. — Présentation de quatre membres titulaires. — Nécrologie — Correspondance. — Présentation d'ouvrages : M. le D<sup>r</sup> Chervin, M. le Secrétaire général. — Rapport sur la situation financière de la Société, avec tableaux numériques à l'appui ; bilan et comptes de 1908, budget pour 1909 ; exposé comparatif des dépenses de 1904 à 1908, par M. Matrat, trésorier. — Communication de M. March sur le développement des institutions d'assistance publique. — Discussion de la communication de M. Yves Guyot sur la part relative du capital et du travail dans la production : MM. Chatelain, Barriol, March, Yves Guyot, Borel et Risser.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. G. PAYELLE, président.

Le procès-verbal de la précédente séance est adopté.

Sont présentés, à titre de *membres titulaires* : M. Roger DELATOUR, rédacteur à la Caisse des dépôts et consignations, par MM. Payelle et Albert Delatour ; MM. LENOIR, BUNLE et DUGÉ DE BERNONVILLE, tous les trois statisticiens adjoints au service du recensement, par MM. L. March et Huber.

Conformément au règlement il sera statué sur ces candidatures à la prochaine séance.

M. LE PRÉSIDENT a le regret d'annoncer le décès de trois membres de la Société : MM. Dubois de l'Estang, Thenon et Jean Favre.

Inspecteur général des finances et directeur honoraire au ministère des finances, M. Etienne Dubois de l'Estang, notre collègue depuis quatorze ans, s'était de tout temps intéressé aux questions d'économie politique et de statistique financière. Descendant de Turgot, il vivait dans le culte des souvenirs de son illustre ancêtre, auquel le rattachaient encore des études personnelles et des travaux directement inspirés des doctrines du grand économiste. Cet administrateur très distingué était officier de la Légion d'honneur.

M. Thenon, sous-directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, était notre collègue depuis six ans. Il avait pris une part active à l'organisation du contrôle de la perception des douanes concédées par le gouvernement marocain et, dans l'accomplissement de cette mission comme dans sa collaboration à l'administration de la Banque de Paris, il avait fait preuve d'une expérience financière incontestable.

M. Jean Favre ne faisait partie de la Société que depuis deux ans, mais il suivait assidûment nos séances et nous fondions de légitimes espérances sur sa collaboration. Attaché au bureau des études de la Banque de l'Union parisienne, il connaissait parfaitement les questions techniques de banque et sa compétence s'était révélée dans de nombreux articles de presse. La mort l'a frappé à vingt-neuf ans.

M. le Président adresse aux familles de nos trois regrettés collègues l'expression de la douloureuse sympathie de la Société.

M. le Président annonce enfin qu'il vient d'être informé à l'instant du décès de M. Carroll D. Wright, l'éminent statisticien américain. Il rappelle en quelques mots que le regretté défunt, ancien chef de la statistique de Massachusetts, avait été, en 1885, nommé chef du bureau central de statistique de Washington, dit Bureau du travail, puis érigé, en 1886, en Département ministériel, dont M. Carroll Wright fut nommé commissaire. Telle fut l'origine des Offices du travail institués depuis quelques années dans divers pays.

Une notice biographique, dont M. Lévassour sera prié de vouloir bien se charger, sera insérée dans le plus prochain numéro (voir p. 135). Mais, dès maintenant, M. le Président estime être l'interprète de l'assemblée en rendant un hommage ému à la mémoire de M. Carroll D. Wright, notre collègue, au titre de membre associé depuis 1897.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne lecture de la correspondance. Il a reçu de M. Châtelain, professeur de philosophie honoraire à Nancy, une lettre et une note étendue en réponse à la communication de M. Yves Guyot, sur la part du capital et du travail dans la production. M. Châtelain, dont les travaux avaient été particulièrement discutés dans ladite communication, termine sa lettre en disant son regret de n'avoir pu répondre à l'invitation qui lui avait été faite de venir assister à la présente séance. Quant à la note, il en sera donné lecture à l'occasion de la discussion de la communication de M. Yves Guyot, qui est à l'ordre du jour.

M. le D<sup>r</sup> Arthur CHERVIN présente un ouvrage en trois volumes, grand in-8, illustré de nombreuses photographies, sur l'*Anthropologie bolivienne*, et renfermant le résultat des travaux d'une mission d'études qu'il s'est chargé de faire publier. Il donne quelques détails sur la partie consacrée particulièrement à la démographie. La natalité, dit l'orateur, est très forte en Bolivie parmi les indigènes, mais la mortalité y est aussi très considérable, surtout par suite des maladies contagieuses. Les Européens ne peuvent s'acclimater sur les hauts plateaux dont l'altitude varie de 4 000 à 6 000 mètres; mais les métis, qui unissent l'endurance physique des Indiens à l'intelligence plus vive héritée des blancs, y prospèrent et jouent dans le pays un rôle économique considérable. La fréquence des croisements entre les Européens et les femmes indigènes contraste avec ce que l'on observe dans les colonies françaises, notamment en Algérie, chez les Arabes et les Kabyles.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL donne lecture de la liste des ouvrages reçus depuis la dernière séance, parmi lesquels un volume de M. Yves Guyot paru dans la Bibliothèque d'économie politique de l'Encyclopédie scientifique, sous le titre : *Le Commerce et les Commerçants*; il en sera rendu compte ultérieurement dans le Journal.

Dans les ouvrages reçus sont à signaler aussi une étude de M. Lambert sur *le réseau du Nord* (voir dans le présent Journal, p. 136), et un volume tout d'actualité publié par le Ministère du commerce sous le titre : *Un siècle de commerce entre la France et le Royaume-Uni*.

M. le Président donne ensuite la parole à M. MATRAT, trésorier, pour la lecture de son rapport financier, relatif au compte de 1908 et au budget de 1909.

M. le Président ajoute que ce rapport, si fidèle et si vivant, lu à dernière séance du Conseil et suivi d'une approbation complète de notre collègue M. Neymarck, chargé d'en vérifier les bases et d'en contrôler les résultats, a été approuvé à l'unanimité. Il demande à nos collègues de ratifier le vote du conseil.

Le rapport est approuvé à l'unanimité et des remerciements sont adressés à M. Matrat par M. le Président au nom de la Société.

L'ordre du jour appelle la communication de M. Lucien March sur le développe-

*ment des institutions d'assistance publique en France depuis le milieu du siècle dernier.*

M. MARCH rappelle d'abord que, dès le seizième siècle, la royauté avait autorisé l'établissement de taxes en faveur des pauvres et que, bien avant cette époque, l'accroissement du nombre des indigents, les abus des institutions privées de bienfaisance avaient déterminé l'autorité publique à contrôler ces institutions, tout en favorisant leur développement.

Depuis la fin du dix-huitième siècle, la législation a constamment élargi les cadres de l'assistance publique. La statistique a enregistré les principaux résultats. Le dernier volume publié par la Statistique générale de la France contient un exposé comparatif de ces résultats dont M. March présente un résumé.

Après avoir passé en revue les diverses catégories d'institutions : établissements hospitaliers, enfants assistés, asiles d'aliénés, bureaux de bienfaisance et établissements divers, monts-de-piété, après avoir signalé les secours accordés par l'État à la suite de sinistres agricoles et les libéralités consenties au profit des établissements publics ou d'utilité publique, l'orateur essaie de totaliser les éléments empruntés aux statistiques de ces institutions pour dégager, d'une part, une évaluation du nombre des personnes secourues, d'autre part, une estimation de l'ensemble des dépenses, en signalant la part de ces dépenses supportées par l'impôt.

En s'efforçant d'éviter les doubles emplois, M. March établit que le nombre des personnes de tous âges ressortissant à l'une quelconque des institutions étudiées est compris, en 1906, entre 2 millions à 2 millions et demi, tandis qu'en 1873, le total était d'environ 1 500 000, certaines des institutions actuelles étant de création récente.

Quant aux dépenses, le chiffre total est d'environ 315 millions de francs en 1906 au lieu de 145 millions environ en 1873.

Actuellement, les dépenses sont couvertes pour plus de moitié, 168 millions, par l'État, les départements ou les communes. En 1873, la part des dépenses couverte par l'impôt était relativement moins forte, elle n'atteignait guère que 52 millions de francs sur 145.

En terminant, M. March remarque que ces dépenses vont s'accroître dès 1907 par suite de l'application de la loi de 1905 sur l'assistance aux vieillards, infirmes et incurables. D'autres œuvres d'un caractère urgent, comme l'assistance aux enfants de familles nombreuses ou aux mères devenues veuves, pourront ajouter de nouvelles charges. Les dépenses des autres institutions pourront sans doute ne progresser que lentement.

M. le PRÉSIDENT remercie M. March de sa très intéressante communication qui sera publiée *in extenso* dans un prochain numéro. Conformément à l'ordre du jour, il déclare ouverte la discussion relative à la communication de M. Yves Guyot sur *la part du capital et du travail dans la production, d'après Rodbertus et Bastiat*, faite à la séance du 20 janvier dernier et insérée dans le numéro de mars du présent Journal, p. 67.

M. BARRIOL est invité d'abord à donner lecture de la note adressée par M. Émile Châtelain en réponse à cette communication (Voir le présent Journal, Annexe au procès-verbal, p. 108).

La parole est donnée ensuite à M. MARCH. Il dit que M. Yves Guyot a abordé un problème considérable quand il nous a parlé du désaccord apparent qui existerait entre M. Châtelain et lui. Je dis désaccord apparent, continue l'orateur, car comme vous allez le voir, du point de vue statistique, sinon du point de vue littéraire, l'accord est complet et ce n'est point dans les chiffres cités par notre éminent confrère que nous trouverons la raison de la divergence des opinions en présence.

Reprenons l'argumentation de Bastiat. Pour qu'aucun doute ne subsiste sur l'extraordinaire confusion d'idées dans laquelle est tombée le grand écrivain, j'ai apporté le volume édité en 1861 par la « Société des amis de Bastiat ».

A la page 286 se trouve la proposition citée par M. Yves Guyot :

*A mesure que les capitaux s'accroissent, la part absolue des capitalistes dans*

*les produits totaux augmente, et leur part relative diminue. Les travailleurs voient augmenter leur part dans les deux sens.*

On saisit à peu près ce que représente l'augmentation des parts absolues du capital et du travail quand on admet, comme le fait Bastiat implicitement, que le produit total augmente.

Mais que faut-il entendre par augmentation ou diminution de valeur relative? Valeur relative à quoi? La proposition ne le dit pas et nous devons le chercher dans le développement qui suit.

Reportons-nous quelques paragraphes plus loin. Bastiat dit : « Il faut prouver d'abord que la part *relative* du capital va diminuant sans cesse. Ce ne sera pas long car cela revient à dire : Plus les capitaux abondent, plus l'intérêt baisse. » La baisse de la part des capitalistes serait donc *relative à la valeur des capitaux*; ce serait la baisse de la part des capitalistes *par unité de capital*. Telle est, semble-t-il, l'interprétation de M. Yves Guyot. Or, je crois que ni Rodbertus ni M. Châtelain ne contestent la baisse du loyer des capitaux, la réduction du taux de l'intérêt.

Mais poursuivons la lecture de Bastiat : « Le capital, dit-il plus loin, se contente d'une part de plus en plus réduite à mesure qu'il s'accroît. Entraîne-t-il pour un tiers dans la valeur du blé, des maisons, des lins, des navires, des canaux... peu à peu les capitalistes ne reçoivent plus qu'un quart, un cinquième, un sixième. »

Ici la confusion est manifeste. Les canaux, les navires, les maisons représentent généralement le produit de travaux anciens : ce sont des *capitaux* fixes; quant au blé et au lin, ce sont généralement les *produits* de l'exploitation courante des capitaux agricoles et nous ne savons plus si le tiers, le quart ou le cinquième dont parle Bastiat représente une part relative à la grandeur d'un capital, soit un intérêt, ou une part relative à un produit, soit le résultat d'un partage de fruits.

Revenons maintenant en arrière. Pour illustrer et expliquer sa proposition, Bastiat présente le tableau suivant :

	Produit total	Part du capital	Part du travail
1 <sup>re</sup> période . . . . .	1 000	500	500
2 <sup>e</sup> — . . . . .	2 000	800	1 200
3 <sup>e</sup> — . . . . .	3 000	1 050	1 950
4 <sup>e</sup> — . . . . .	4 000	1 200	2 800

Cette fois, il n'y a pas de doute : part du capital et part du travail représentent un partage du produit et l'on peut déduire des chiffres précédents les valeurs relatives très simples que voici :

	Total	Pour cent	Pour cent
1 <sup>re</sup> période . . . . .	100	50	50
2 <sup>e</sup> — . . . . .	100	40	60
3 <sup>e</sup> — . . . . .	100	35	65
4 <sup>e</sup> — . . . . .	100	30	70

C'est l'interprétation de Robertus et de M. Châtelain. On voit combien elle diffère de celle de M. Yves Guyot et de beaucoup d'économistes. Et il est incontestable que le texte de Bastiat les comprend toutes deux.

Maintenant, il est facile de voir que les chiffres cités par notre éminent confrère d'après le *Census* des États-Unis — dont il ne faudrait user à cet égard que sous les plus expresses réserves — contredisent la formule de Bastiat, telle qu'elle est expliquée par son exemple numérique : Reproduisons les nombres cités par M. Yves Guyot pour l'ensemble des industries — les seuls dont il convienne de faire état pour rester à peu près dans le cadre fixé par Bastiat — en les plaçant sous les entêtes de Bastiat lui-même.

	Produit total		Part du capital		Part du travail	
	absolu	pour cent	absolue	pour cent	absolue	pour cent
1860 . . . . .	1 885	100	1 506	80	\$ millions 379	20
1890 . . . . .	9 369	100	7 478	80	1 891	20
1905 . . . . .	16 866	100	13 852	82	3 014	18

La part relative des travailleurs est stationnaire ou diminue, la part relative des capitalistes est stationnaire ou augmente, contrairement à la formule numérique de Bastiat.

Quelles sont d'ailleurs les conclusions auxquelles s'est arrêté M. Yves Guyot ? Les voici :

« 1° La première partie de la proposition de Bastiat est exacte puisque, si la part absolue des capitalistes augmente dans les produits totaux, leur part relative diminue comme le prouve la diminution du taux du revenu. »

La fin de la phrase indique que la part des capitalistes s'entend relativement à l'importance des capitaux (par unité de capital). Ni Rodbertus ni M. Châtelain ne contestent cette proposition.

« 2° A l'inverse du capital dont le revenu diminue par unité, le salaire de l'ouvrier augmente. »

Cette conclusion est également incontestée.

« 3° La part globale du salaire diminue relativement à la production. »

Cette conclusion de M. Yves Guyot me paraît précisément celle que soutiennent Rodbertus et M. Châtelain, comme bien d'autres écrivains socialistes tels qu'Henry George. Elle contredit, à mon sens, la proposition formulée par Bastiat, dans la partie la plus claire de son argumentation, celle où il donne un exemple numérique.

En résumé, en dehors de l'interprétation du texte de Bastiat, il n'y a aucun désaccord entre M. Yves Guyot et ses contradicteurs, ni sur les chiffres, ni sur l'interprétation de ces chiffres.

Les idées sont sans doute en opposition, mais c'est sur d'autres points. Sans entrer dans une discussion qui n'aurait point sa place ici, j'essaierai de préciser, en me servant aussi d'un exemple numérique, ce qui distingue les opinions en présence. Supposons le mouvement suivant :

	Capital	Produit total	Part du capital	Intérêt	Part du travail
1 <sup>re</sup> époque. . . . .	100	10	5	5 %	5
2 <sup>e</sup> — . . . . .	25 000	1 000	990	4 %	10

M. Yves Guyot n'aura rien à objecter à ce mouvement s'il est le résultat du libre jeu des lois économiques.

M. Châtelain et les socialistes de la chaire estimeront que la répartition est injuste, oppressive, parce que l'accroissement de la part du travail est loin de suivre l'accroissement de la part du capital. Mais la question pourrait être posée autrement. Pourquoi ces derniers auteurs réclament-ils que la part du travail ou, si l'on veut, le profit des travailleurs, augmente dans le même rapport que le profit des capitalistes ? Pourquoi pas dans un rapport moitié ou dans un rapport double ?

Il me semble que l'on devrait rechercher d'abord si une augmentation déterminée de la part du capital n'est pas la condition nécessaire de l'accroissement de la part du travail et, en second lieu, quelles sont les conditions qui permettent l'accroissement maximum du profit des travailleurs.

Mais, encore une fois, ce n'est pas le lieu de développer ces questions. Je reviendrai plutôt en terminant sur les ménagements avec lesquels il faut user des chiffres du *Census* des États-Unis, en ce qui concerne le capital des entreprises, la production, les salaires. Aucune loi n'oblige les industriels à des déclarations exactes et complètes. Le *Census* a enregistré aux différentes époques ce qu'on a bien voulu lui déclarer. D'autre part, la forme des questionnaires a changé et les comptes rendus renferment d'importantes réserves sur la comptabilité des résultats.

Dans ce qui précède, j'ai négligé ce que M. Yves Guyot a appelé frais de production autres que les salaires, et en effet, pour rentrer dans l'hypothèse où s'est placé Bastiat de la production universalisée, ces frais de production se décomposent eux-mêmes en salaires et en intérêts. Il est vrai que les entreprises considérées ne comprennent que les entreprises industrielles et non l'ensemble de l'activité

économique. Mais alors, en toute rigueur, il n'était peut-être point parfaitement légitime d'utiliser leurs résultats pour contrôler l'argumentation de Bastiat.

M. Yves Guyot demande la parole et s'exprime dans les termes suivants :

M. Châtelain sera probablement surpris que M. Lucien March veuille que nous soyons d'accord. M. Châtelain a commencé cette polémique en 1907, à propos d'un passage de la 3<sup>e</sup> édition de la *Science économique*. J'avais cité, d'après le *Census* américain qui n'est pas en discussion en ce moment, les progrès de l'industrie cotonnière de 1880 à 1900 : j'avais constaté que le capital avait augmenté de 212 %; que le nombre des salaires avait augmenté de 163 %; que le total des salaires avait augmenté de 191 %, tandis que la valeur des produits n'avait augmenté que de 160 %. Puisque la valeur des produits avait augmenté dans une moindre proportion que le chiffre des salaires et que le capital, il était évident que le capital avait reçu une part moindre de la valeur des produits en 1900 qu'en 1880. J'en avais conclu que l'affirmation de Rodbertus : « L'accroissement de la productivité du travail de la classe ouvrière entraîne la réduction du salaire de la classe ouvrière à une fraction de plus en plus petite du produit social », n'était pas exacte.

La formule de Bastiat me paraissait beaucoup mieux correspondre aux faits : « A mesure que les capitaux s'accroissent, la part absolue des capitalistes dans les produits totaux augmente et leur part relative diminue. Les travailleurs voient augmenter leur part dans les deux sens. »

M. Châtelain, qui avait résolu de « débarrasser définitivement l'économie politique du sophisme flagrant et intolérable de Bastiat », m'écrivit. Je reproduisis son argument et j'y répondis dans le *Journal des Economistes* de juillet et d'août 1907. Je lui dis alors que je porterais la question devant la *Société de statistique*. Il accepta la proposition; et je regrette que, malgré mes pressantes invitations, prévenu depuis deux mois, il ne soit pas ici ce soir pour soutenir une thèse qu'il considère comme si importante.

Il y était revenu au mois de juillet dernier dans la revue intitulée : *Les questions politiques de législation ouvrière et de la législation sociale*, en prenant pour base de son calcul les chiffres de l'industrie métallurgique aux États-Unis que j'avais donnés dans un travail postérieur à la polémique qui avait eu lieu entre nous. L'article de M. Châtelain appela l'attention de M. Barriol, qui fut assez aimable pour m'envoyer un calcul simple, mais décisif, qui en était la réfutation; je l'ai reproduit dans ma communication du 20 janvier (1).

M. Châtelain terminait modestement en disant : « Je ne veux rien préjuger dans le cas où les documents statistiques donneraient pour l'ensemble de toutes les industries les renseignements concernant l'industrie métallurgique. » Je les ai donnés dans ma communication du 20 janvier.

M. Barriol a bien voulu vérifier mes calculs : le taux du revenu du capital a baissé de 24 %, les salaires par ouvrier ont augmenté de 10 %. De 1890 à 1905, le nombre des ouvriers a augmenté de 44 %, le total du salaire par ouvrier a augmenté de 10 %. Donc, « la part relative du capital a diminué et les travailleurs ont vu augmenter leur part dans les deux sens ».

Dans sa première polémique, M. Châtelain me disait : « L'évaluation du capital, par rapport au problème de la répartition proportionnelle du revenu entre les ouvriers et les capitalistes, est absolument inutile. » M. Châtelain supprime le chiffre du capital et supprime le taux de l'intérêt, mais ce sont les éléments essentiels de la question. De là, la difficulté de discuter avec lui. Seulement il est facile de découvrir l'erreur qu'il commet.

Ainsi, pour l'industrie cotonnière, il ramène le nombre des salaires en 1905 à celui des ouvriers en 1860. Le chiffre est donc le même. Il fait subir une réduction proportionnelle au chiffre du capital; mais avec cette réduction proportionnelle l'augmentation du capital a été de 193 % : or, l'accroissement de la valeur des

---

(1) Parue dans le numéro de mars du présent Journal; voir page 67.

produits n'a été que de 90 %, soit inférieur de plus de 100 % à l'augmentation du capital : donc la part relative du capital a diminué. Le nombre des ouvriers étant resté le même, le salaire a augmenté de 69 %; dès lors les travailleurs ont vu augmenter leur part relative et leur part absolue, tandis que la part relative du capital a diminué.

Les faits justifient donc complètement l'hypothèse de Bastiat et je suis surpris que M. Lucien March la trouve vague. Pour moi, cette formule est aussi précise qu'exacte.

M. BARRIOL dit qu'en effet il n'y a pas contradiction absolue entre MM. Yves Guyot et Châtelain, mais le premier complète la pensée de Bastiat et l'interprète rigoureusement. Le tableau bien connu reproduit par M. March laisse planer un doute provenant de ce fait que le capital nécessaire à la production du « produit total » n'est pas indiqué, ce qui revient à supposer que le taux d'intérêt servi aux capitalistes reste fixe. En faisant intervenir le capital et la variation du taux, M. Yves Guyot complète très heureusement l'idée de Bastiat.

M. BOREL dit que, si l'on admet d'ailleurs une distinction bien nette entre les capitalistes et les travailleurs, qui n'existe pas dans la pratique, les rapports  $\frac{R}{R + S}$  et  $\frac{S}{R + S}$  <sup>(1)</sup> présentent un intérêt en eux-mêmes, et indépendamment de la valeur du capital. Si, d'autre part, un grand développement industriel amenait un grand développement des besoins de capitaux, il ne serait pas juste que ces capitaux n'obtinssent pas une rémunération plus élevée

M. BARRIOL est bien d'accord avec M. Borel en ce qui concerne la variation des rapports  $\frac{R}{R + S}$  et  $\frac{S}{R + S}$ , mais il croit que leur seule considération est incomplète. Il n'y a rien d'absurde à supposer, comme le fait M. March, que, par suite du développement du machinisme, une industrie qui fonctionnait avec 100 francs de capital nécessite 25 000 francs à un moment donné, le produit total passant de 10 à 1 000 francs, la part du capital de 5 à 994, et la part du travail de 5 à 6 seulement. On peut même supposer que le perfectionnement du machinisme soit tel que le même ouvrier puisse faire fonctionner la machine de 100 francs et celle de 25 000 francs. Son gain sera augmenté, ainsi que sa part relative dans le produit total. En somme, toute la discussion provient du désaccord sur la définition du salaire que M. Barriol considère comme le « produit du capital humain » et qu'il croit logique de comparer avec les variations du fruit, c'est-à-dire de l'intérêt du capital industriel.

M. RISSER fait remarquer qu'il serait intéressant de dégager ces éléments pour certaines grandes entreprises en particulier, telles que les compagnies de chemins de fer, le canal de Suez, etc.

M. BARRIOL répond que ce calcul présenterait de grandes difficultés pratiques.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Yves Guyot dont la communication a donné lieu à de si intéressants débats, ainsi que les divers orateurs qui ont pris la parole ou envoyé, comme M. Châtelain, une note explicative, puis déclare la discussion close.

La séance est levée à 11<sup>h</sup> 20.

Le Secrétaire général,  
E. FLÉCHEY.

Le Président,  
G. PAYELLE.

---

(1) Dans l'hypothèse : R = revenu du capital et S = salaire.



II

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 17 MARS 1909

RÉPONSE

**A la communication faite par M. Yves Guyot à la Société de Statistique de Paris le 20 janvier 1909, sur la Part respective du Capital et du Travail dans la production** (1)

I

Deux pages de la communication de M. Yves Guyot sont consacrées à l'examen de mon article des *Questions pratiques* du mois de juillet 1908.

J'ai la satisfaction de trouver, dans la nouvelle manière dont sont présentés les nombres déjà produits (relatifs à l'industrie métallurgique), la confirmation des conclusions de cet article.

A)

Si l'on fait, proportionnellement au nombre des ouvriers, supposé le même aux deux dates extrêmes, la réduction des chiffres de 1905 concernant le revenu du capital, le salaire et le revenu total :

l'augmentation des salaires a été de 13 %,

nous sommes d'accord (Voir *Quest. prat. de lég. ouvr., art. cité*, p. 172, col. 10 du tableau, et *Journ. de la Soc. de Stat. de Paris*, mars 1909, p. 71, ligne 2);

l'augmentation du revenu du capital de 33 %,

nous sommes d'accord (Voir *Quest. prat., ibid.*, col. 2 du tableau et *Journ. de la Soc. de Stat. de Paris, ibid.*, ligne 3).

La part du capital a augmenté de 33 %,  
— du travail — de 13 %.

Cela n'empêche pas M. Yves Guyot de dire à cet endroit même que, le capital ayant augmenté de 58 % (? 48) : « la part relative du capital a diminué ».

Toutefois, ici encore nous sommes d'accord sur le fond — mais non sur les termes.

Ce que M. Yves Guyot appelle ici « part relative du capital », c'est le **taux** du revenu.

Or, j'ai donné moi-même (*Quest. prat.*, p. 172, col. 12 du tableau) les chiffres qui indiquent cette diminution du **taux** : il est tombé de 9,03 à 8,13.

Mais — il ne faut pas se lasser de le redire, puisque l'on ne se lasse pas de faire la confusion — l'abaissement du **taux** n'est pas la diminution de la part relative du capital.

---

(1) Voir le numero de mars du présent Journal, p. 67.

Rappelons, pour la clarté, les notations suivantes :

R = le revenu du capital ou la part du capital ;  
 S = le salaire ou la part du travail ;  
 R + S = le revenu total (alias : revenu social, produit total, produit, produit ou valeur  
 du produit social annuel) ;  
 C = le capital ;  
 $\frac{R}{R + S}$  = la part relative du capital ;  
 $\frac{S}{R + S}$  = la part relative du travail ;  
 $\frac{R}{C}$  = le taux du revenu du capital.

Si le **taux** du revenu du capital  $\frac{R}{C}$  a « diminué », le revenu du capital a passé de 29 centièmes du revenu total R + S à près de 32 centièmes. La part relative du capital a augmenté.

### B)

Si l'on prend les chiffres du *Census* tels quels aux deux dates (sans faire à la seconde date la réduction proportionnelle de la somme des salaires, du revenu du capital et du revenu total) on trouve les résultats suivants dans le même sens.

Le revenu du capital a passé de 29 % du revenu total à 32 %, tandis que le salaire ou part du travail a passé de 71 % du revenu total à 68 %,

ou bien :

la part du capital a augmenté de 133 %,  
 — du travail — de 90 %.

M. Yves Guyot persiste à démontrer à je ne sais quel contradicteur imaginaire que quelque chose a diminué, savoir  $\frac{R}{C}$ . Cela n'est pas en question et nul ne le conteste.  $\frac{R}{C}$ , c'est le **taux** du revenu du capital. Si M. Yves Guyot appelle quelquefois le taux « part relative du capital », cela ne change rien aux faits, cela ne fait qu'embrouiller la question.

J'ai fait de mon mieux pour prévenir et pour éviter ces confusions. J'ai multiplié les explications, définitions, corrections, précisions, précautions de toute sorte.

J'y ai consacré une note spéciale, utile comme introduction à la discussion d'un problème embarrassé de tant d'équivoques. J'en communique une copie à la Société de Statistique.

## II

M. Yves Guyot introduit dans le débat une nouvelle série de nombres, relatifs à l'ensemble des industries des États-Unis de 1890 à 1905.

Ils sont disposés sous la forme commode de colonnes numérotées de 1 à 40, dispositif que j'avais adopté dans les *Questions pratiques* (article de juillet 1908).

J'y trouve, aux colonnes 5, 7 et 8, les nombres utiles, qui expriment les termes du problème, S, R, S + R, sous les noms de salaires totaux, revenu du capital, revenu total.

Il est bien entendu que je ne discute aucun des nombres vérifiés par M. Barriol.

Le nombre des ouvriers P (col. 4) sert à calculer S, R, et S + R rapportés en 1905 à un nombre d'ouvriers égal à celui de 1890.

	4	5	7	8
	Nombre des salariés (P)	Salaires totaux (S)	Revenu total (S + R)	Revenu du capital (R)
	milliers	\$ millions	\$ millions	\$ millions
1890 . . . . .	4 251	1 891	3 576	1 685
1905 . . . . .	6 152	3 014	5 718	2 704
1905 . . . . .	4 251	<b>2 080</b>	<b>3 946</b>	<b>1 866</b>

Le calcul des parts relatives  $\frac{S}{S + R}$ ,  $\frac{R}{S + R}$ , donne les résultats suivants :

**A)**

En tenant compte de la réduction proportionnelle (la rangée de nombres de 1905 soulignée), la part du travail S passe :

de 52,88 % à 52,71 %, diminution,

la part du capital R passe :

de 47,12 % à 47,29 %, augmentation.

Ou bien, l'augmentation a été :

Pour le revenu total S + R . . . . .	10,3 %,
— du capital R . . . . .	10,7 %, plus grande,
— du travail S . . . . .	9,9 %, plus petite.

**B)**

Sans tenir compte de la réduction proportionnelle, la part du travail passe également :

de 52,88 % à 52,71 %, diminution.

la part du capital :

de 47,12 % à 47,29 %, augmentation.

Ou bien, l'augmentation a été :

Pour le revenu total S + R . . . . .	59,9 %
— du travail S . . . . .	59,3 %, moindre,
— du capital R . . . . .	60,4 %, plus grande.

Ces résultats sont intéressants, et je me félicite d'avoir amené M. Yves Guyot à les produire.

Ils peuvent donner lieu, plus encore que ceux de la discussion des nombres relatifs à l'industrie métallurgique, à remarquer la faiblesse des différences et la modicité des variations.

« M. Châtelain obtient péniblement, dit M. Yves Guyot, une différence de 3 centièmes en plus de la part du capital dans le revenu total et de 3 centièmes en moins des salaires dans la part relative du revenu total. »

Que le calcul soit « pénible » ou non, que les différences soient grandes ou petites, cela n'est pas la question.

Très faibles, il est vrai, dans les résultats tirés des nombres fournis en dernier lieu par M. Yves Guyot, les variations sont encore dans le même sens, — dans le sens contraire à celui qu'il faudrait pour confirmer la thèse de Bastiat :

« La part absolue des capitalistes augmente et leur part relative diminue, tandis que les travailleurs voient augmenter leur part dans les deux sens ».

\*  
\* \*

Quelles conclusions M. Yves Guyot tire-t-il de cette nouvelle série de nombres ? C'est d'abord (p. 71, 1<sup>re</sup> ligne après le tableau) que « le taux du revenu du capital a baissé de 24 % et les salaires par ouvrier ont augmenté de 10 % ».

Cela est vrai.

Mais ni le **taux** du revenu du capital  $\frac{R}{C}$  n'est la part du capital dans le revenu total

$\frac{R}{R + S}$ , ni le salaire par ouvrier  $\frac{S}{P}$  n'est la part du travail dans le revenu total  $\frac{S}{R + S}$ .

C'est conclure à côté de la question.

Plus loin (p. 72) il reproduit la thèse de Bastiat, comme si les « faits » la confirmaient, tandis qu'ils la contrarient.

Il formule ensuite deux autres conclusions en ces termes :

« 2° A l'inverse du capital, dont le revenu diminue par unité (par 100 francs de capital), en raison du développement industriel, le salaire de l'ouvrier augmente. »

Que le revenu du capital *par unité* diminue, soit. Mais cela, c'est l'abaissement du **taux** du revenu. Ce n'est ni la part absolue, ni la part relative du capital dans le revenu total.

Que le salaire de l'ouvrier augmente, cela est vrai, à la condition que l'on entende par là le salaire individuel moyen  $\frac{S}{P}$ . Mais cela n'est pas plus la question que l'abaissement du **taux** du revenu du capital.

Enfin « 3° Si la part globale du salaire diminue relativement à la valeur de la production, la valeur de l'unité augmente. »

J'ometts la critique de cette dernière proposition inattendue et déconcertante.

Je ne crois ni utile ni opportun de faire aucune remarque sur des points accessoires.

Je ne puis cependant avoir l'air d'acquiescer, par le silence, à une nouvelle attribution téméraire. Je serais persuadé, selon M. Yves Guyot, que « le capital engagé dans l'industrie augmentant dans une plus grande proportion que le nombre des ouvriers, il doit avoir dans le revenu total une part plus grande que le salariat ».

Telle serait la « théorie » ou le « postulat » qui m'égarerait.

Pourquoi m'imputer gratuitement une idée qui ne m'est jamais venue à l'esprit ?

Mes réflexions tendant, non pas à « démontrer la formule de Rodbertus », mais à critiquer des preuves prétendues de la thèse de Bastiat, ne sont pas fondées sur cette opinion préconçue.

Je mets simplement en regard de la thèse les preuves annoncées comme décisives. Si elles me semblent inopérantes, je le dis et je tâche d'en faire apercevoir le défaut. Il n'y a pas de théorie cachée là-dessous.

Aucune des séries de nombres apportées par M. Yves Guyot, pas plus la dernière que les précédentes, n'est la démonstration annoncée, « par les faits et par les chiffres », de la thèse de Bastiat.

Émile CHATELAIN.

III

RAPPORT DU TRÉSORIER

SUR

LES COMPTES ET LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS EN 1908

ET

LE BUDGET POUR L'ANNÉE 1909

CHERS COLLÈGUES,

Cette année est la première pour laquelle le trésorier est chargé de présenter un rapport, ou plutôt de donner des indications complémentaires, sur le compte qu'il a l'honneur de vous soumettre, au sujet des opérations de trésorerie effectuées pendant l'année 1908 et du projet de budget pour 1909.

Ces explications seront peu étendues, le compte et le budget étant par eux-mêmes fort explicites.

Je crois devoir tout d'abord signaler que la comptabilité est établie d'après le service même de la trésorerie, c'est-à-dire qu'elle part chaque année du montant des fonds qui existent en caisse, ainsi qu'au Crédit foncier et au Comptoir National d'Escompte, qu'elle fait ensuite état de toutes les recettes et dépenses effectuées pendant le cours de l'année et aboutit, comme solde, aux valeurs qui doivent exister en fin d'année.

Ce procédé, établi d'accord avec M. Mercet, de regrettée mémoire, alors qu'il était président de la Société, et dont la haute compétence financière et comptable était incontestable, est simple et présente le grand avantage d'une netteté absolue, par la preuve instantanément visible de son exactitude, puisqu'il précise le point de départ et celui d'arrivée, en ce qui concerne les fonds de la Société, c'est-à-dire la partie vitale du service de trésorerie

Enfin, les écritures sont passées d'après la méthode en partie double.

Nous avons dit que la trésorerie comprenait trois caisses à la fois distinctes et formant un bloc, savoir :

1° La caisse même entre les mains du trésorier ;

2° Le compte courant au Crédit foncier pour tous les encaissements d'intérêts et autres faits par cet établissement, notamment sur les titres qu'il conserve en dépôt et pour les dépenses réglées au moyen de chèques ;

3° Le compte courant au Comptoir National d'Escompte de Paris, pour toutes les recettes et dépenses se rapportant au legs Coste et à ses revenus.

Les valeurs de ce legs, tant pour son capital originaire que pour les accroissements résultant de ses ressources, sont déposées au Comptoir d'Escompte sur récépissés au nom de la Société.

Toutes les autres valeurs de la Société sont de même déposées, sous son nom, au Crédit foncier de France.

Ces lignes essentielles étant fixées, il ne paraît pas nécessaire de passer en revue les comptes dans toutes leurs parties, puisque vous les avez en main, mais d'appeler votre attention sur quelques points particuliers.

Voici d'abord les recettes du service courant :

Les cotisations reçues en 1908 se sont élevées à 3 922 francs, contre des entrées

de 3 705 à 3 778 francs seulement pendant les années 1904 à 1906, et de 3 865 francs en 1907, ainsi qu'il résulte du relevé comparatif quinquennal qui vous a été également remis. Nous avons donc obtenu une augmentation sensible et persistante.

Le produit des revenus du capital social s'est porté de 2 140<sup>f</sup> 51, chiffre de l'année dernière, à 3 090<sup>f</sup> 04.

Cette différence provient surtout du placement en obligations de chemins de fer français, valeurs de tout repos, de l'indemnité reçue à la suite de l'incendie de nos collections à Nancy, placement effectué vers la fin de 1907, en attendant que des dispositions soient prises pour reconstituer ces collections dans la mesure possible.

Par contre, le montant des abonnements au journal de la Société, et de la vente des numéros détachés, qui avait atteint en 1907 la somme de 1 513<sup>f</sup> 71, y compris la cession d'une collection entière, circonstance très rare, est tombé cette année à 1 318<sup>f</sup> 50. L'incendie rappelé ci-dessus nous privera de même à l'avenir de toute ressource sérieuse provenant des ventes.

En outre, les subventions reçues n'ont été que de 2 640 francs, contre une prévision de 3 000 francs, d'après les allocations régulièrement attribuées depuis longtemps.

Cette différence, qui se chiffre par 360 francs, est en réalité beaucoup plus élevée en ce qui concerne l'exercice actuel.

En effet, elle n'a été réduite à ce taux que par l'encaissement tardif de la subvention de 1 000 francs du conseil municipal de Paris pour 1907, qui n'avait pas été mandatée en temps utile pour être encaissée l'année dernière.

Mais le même fait s'est produit pour la subvention de même somme pour 1908, actuellement votée mais non ordonnancée, ainsi que pour celle du conseil général de la Seine, malheureusement réduite cette fois de 500 à 350 francs.

Par contre, le Ministère du travail et de la prévoyance a inscrit la Société pour la première fois, sous forme d'abonnements à notre Journal, pour une subvention de 240 francs en 1908 qui a été encaissée, subvention qui vient d'être portée à 300 francs en 1909.

Nous ne saurions trop remercier qui de droit pour cette précieuse allocation.

Au résumé, les recettes du service courant présentent un total de 10 970<sup>f</sup> 54.

Mettons immédiatement en regard les dépenses du même service :

Pour un budget de 11 300 francs, qu'on peut même limiter à 10 550 francs, si l'on déduit une somme de 750 francs prévue sans affectation bien spéciale pour travaux et dépenses supplémentaires en 1908, les dépenses ne se sont élevées qu'à 10 498<sup>f</sup> 89, malgré l'augmentation de 300 francs que vous avez libéralement accordée en ce qui concerne les frais d'administration, frais dont le montant n'a été d'ailleurs que de 2 919<sup>f</sup> 90, contre 3 090 francs prévus au budget.

Le Journal, y compris l'impression, les graphiques et les honoraires de rédaction, a entraîné une charge totale de 5 938<sup>f</sup> 19, soit une réduction de près de 150 francs sur l'année dernière et sur le crédit budgétaire.

Les autres dépenses sont de faible importance, ou conformes soit aux crédits inscrits, soit aux exercices antérieurs.

Nous revenons donc pour le service courant à la comparaison entre le chiffre total de 10 970<sup>f</sup> 54 pour les entrées et celui de 10 498<sup>f</sup> 89 relatif aux sorties.

Certes, il en résulte une différence active de 471<sup>f</sup> 65 et il reste à recevoir un reliquat de subventions tardivement concédées.

Mais ce faible écart montre surabondamment la nécessité impérieuse de ces allocations aux œuvres d'études comme la nôtre, non productives de ressources par elles-mêmes, puisque les recettes normales de la Société, c'est-à-dire les cotisations des membres, les abonnements et la vente du Journal et les intérêts du capital social, seraient insuffisantes pour permettre de poursuivre l'œuvre utile à laquelle la Société se consacre.

C'est ainsi que, l'année dernière, le retard dans le paiement de la subvention de la Ville de Paris avait laissé l'exercice en déficit !

Mais l'œuvre de la Société est heureusement appréciée à sa juste valeur. Sans présenter peut-être le caractère entraînant de certaines œuvres qui frappent tout le monde à première vue, la statistique a une valeur de premier ordre. C'est une science effective, tangible, s'appliquant à toutes choses, formant la base la plus utile et la plus sûre de nombre d'études, de projets sérieux, de travaux, de mesures légales ou administratives, d'œuvres pratiques, d'organisations commerciales, industrielles, financières, qui touchent à l'existence même d'institutions utiles de toute nature et au développement économique et social du pays.

L'aide et le concours qui nous sont apportés par ces subventions, et dont nous sommes profondément reconnaissants, ne feront donc jamais défaut à la Société, nous en sommes convaincus, et ne pourront que s'accroître pour lui permettre de développer son action salutaire.

Jetons un moment les yeux sur la deuxième partie des comptes, celle des recettes et dépenses spéciales, dès lors plus variables.

Les annuités pour le rachat des cotisations concernent dix de nos collègues, nombre de bénéficiaires qui ne s'était pas vu depuis longtemps.

L'annuité de 360 francs de l'Hôtel des Sociétés savantes, pour l'avance qui lui a été faite lors de l'installation de notre bibliothèque, subsiste seule maintenant. Celle de 200 francs relative à la cession de nos deux corps de bibliothèque est expirée depuis l'année dernière.

Un léger boni de 215<sup>f</sup> 55 provient du remboursement de trois obligations foncières et d'un titre de 30 francs de rente amortissable, remplacés par des valeurs identiques.

Les revenus du legs Coste s'augmentent chaque année, très légèrement, par le placement successif des intérêts encaissés, en attendant leur emploi, mais ils supporteront en 1909 un prélèvement pour subvenir aux frais du Cinquantenaire de la Société et de la réception à Paris des membres de l'Institut international de statistique.

D'autre part, les dépenses spéciales et les placements se sont bornés à substituer, moyennant un supplément de 545<sup>f</sup> 10, quinze obligations 3% des chemins de fer de Paris à Orléans, à douze obligations du Trésor arrivées à leur échéance en 1908 et remboursées.

Enfin, l'encaisse générale, qui était au 1<sup>er</sup> janvier de 1 390<sup>f</sup> 20 tant pour la caisse qu'en dépôt au Crédit foncier et au Comptoir d'Escompte, a été amenée par les diverses opérations de l'année à 4 098<sup>f</sup> 05 au 31 décembre 1908.

Telles sont les remarques relatives aux comptes de l'année dernière.

Le Bilan par ses dispositions analogues à celles des années précédentes retiendra beaucoup moins notre attention et nous nous bornerons à rappeler quelques points.

Les fonds disponibles s'élèvent au 31 décembre 1908 comme il suit :

En caisse . . . . .	82 <sup>f</sup> 30
Au Crédit Foncier. . . . .	2 730 20
Au Comptoir National d'Escompte . . . . .	1 285 55
	<hr/>
Soit le total précité de. . . . .	4 098 <sup>f</sup> 05

Cette somme a été conservée en mains, c'est-à-dire à la disposition, en raison des nécessités prochaines pour les réunions et les réceptions qui doivent avoir lieu en 1909. Une réalisation de valeurs devra certainement s'y ajouter.

Le legs Bresson figure pour la première fois au bilan. Le titre de 25 francs de rente 3 % légué à la Société et qui a été remis au trésorier fin décembre dernier par le notaire de la ville de Paris, légataire universelle, représente une valeur de 805 francs au jour de la remise. Les intérêts de ce titre ne courent que du 1<sup>er</sup> janvier 1909, conformément aux dispositions fixées par notre collègue. Le titre, sur la demande spéciale du trésorier, a été immatriculé au nom de la Société, puis déposé au Crédit foncier contre récépissé régulier.

Qu'il me soit permis de donner un souvenir à Bresson, qui a voulu par cette donation affirmer à tout jamais le lien qui l'attachait à la Société de Statistique.

Les autres modifications du bilan consistent :

*A l'actif* : dans l'introduction des numéros des récépissés des valeurs déposées au Crédit foncier et au Comptoir National d'Escompte ;

Dans la substitution des quinze obligations des chemins de fer de Paris-Orléans, aux douze obligations du Trésor remboursées ;

Et dans la réduction de 1 530 à 1 170 francs des annuités restant dues par l'Hôtel des Sociétés savantes.

Puis, *au passif* : dans les modifications nécessairement correspondantes, y compris l'élévation de 600 à 1 260 francs de la valeur des rachats de cotisations en cours, et l'augmentation de 4 800 à 6 000 francs de la provision constituée progressivement, en vue de la session en 1909 de l'Institut international de statistique.

Il reste maintenant à parler du projet de *budget de 1909*, soumis à votre examen comme les comptes et à votre vote.

La *première partie* relative au *service courant* (recettes et dépenses), est établie d'après les faits écoulés et suivant la prévision de ce qui se présentera en 1909.

C'est ainsi que les abonnements et les ventes concernant le Journal sont indiqués pour 1 190 francs seulement, le produit de ce chef n'ayant dépassé notablement ce taux qu'en 1907, par suite d'une vente supplémentaire accidentelle.

Les revenus du portefeuille sont portés de 2 850 francs, prévision de l'année dernière, à 2 900 francs, mais non pas aux 3 090 francs encaissés en 1908, une forte réalisation de titres devant avoir lieu nécessairement comme il a été expliqué.

Les subventions figurent à leur taux normal de 3 300 francs.

En définitive, la recette est prévue pour 11 390 francs, prévision en regard de laquelle figure une sortie de même somme, dont 520 francs à titre de réserve, qui trouvera son emploi dans les travaux spéciaux et les dépenses supplémentaires que comportera certainement l'exercice 1909. L'année dernière, le budget du service



courant s'élevait de part et d'autre au total de 11 300 francs, presque le même que pour 1909.

La *deuxième partie* du budget comprend :

Aux recettes : l'encaissement des subventions de 1908 de la ville de Paris (1 000 francs) et du conseil général de la Seine (350 francs), votées mais non payées au 31 décembre dernier ;

Les revenus du legs Coste qui sont réduits à 1 300 francs, en raison des réalisations à effectuer en 1909, et qui porteront principalement sur les valeurs disponibles du compte courant de ce legs formé de l'accumulation temporaire des intérêts encaissés.

Au débit de la deuxième partie, la balance des recettes résulte des réserves à pourvoir et de l'emploi possible du solde de cette partie pour les suppléments exceptionnels qui peuvent se produire en ce qui concerne les frais prévus dans des limites précises à la troisième partie du budget (réceptions et Cinquantenaire en 1909).

Enfin, une *troisième partie* a été établie spécialement en vue des dépenses du Cinquantenaire de la Société et de la participation aux frais de la session de l'Institut international de statistique.

A cet effet, une provision de 10 000 francs est prévue, ainsi que son emploi, tant pour les impressions, dont le montant sera imputé sur le crédit qui a été ouvert chez MM. Berger-Levrault et C<sup>o</sup>, à la suite de l'incendie de nos collections, que pour les frais de réception, correspondance et autres, se rapportant aux membres de l'Institut international de statistique que nous aurons le plaisir et l'honneur de recevoir cette année.

Tels sont les éléments des comptes de 1908 et du budget pour l'année prochaine.

Je ne voudrais pas terminer cet exposé sans parler d'une légère dépense qui figure dans le chiffre des frais extraordinaires et de réception, en parler parce qu'elle représente une grande joie que nous avons tous ressentie : je veux dire la souscription de la Société à la médaille commémorative du jubilé de M. Levasseur. Nous avons cherché à exprimer ainsi l'affection profonde que nous avons pour lui, si bon et si accueillant, notre reconnaissance pour son dévouement infatigable et notre admiration pour sa grande capacité et l'élévation de son caractère.

*Le Trésorier*, Paul MATRAT.

M. Neymarck, ancien président, a été désigné par le conseil pour examiner les comptes présentés par le trésorier. Il a constaté le résultat de son examen dans les termes suivants :

MES CHERS CONFRÈRES,

Notre conseil a bien voulu me donner la mission d'examiner les comptes qui nous ont été présentés par notre si dévoué trésorier, M. Matrat, pour l'exercice 1908 et le budget de prévisions de 1909.

J'ai examiné les livres de comptabilité et ai fait ajouter, sur l'état des valeurs de la Société, les numéros des récépissés de dépôt dans les établissements de crédit.

Toute cette comptabilité est en ordre, régulièrement tenue, et je vous prie de vouloir bien remercier notre trésorier du soin et du dévouement qu'il apporte dans ses fonctions.

A. NEYMARCK.

Paris, le 17 mars 1909.

# SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

## BILAN AU 31 DÉCEMBRE 1908

### ACTIF

<b>Fonds :</b>		
En caisse . . . . .	82 <sup>f</sup> 30	} 4098 <sup>f</sup> 05
Au Crédit foncier de France . . . . .	2730 20	
Au Comptoir national d'Escompte . . . . .	1285 55	
<b>Titres de rentes et valeurs (prix d'achat) :</b>		
<b>1<sup>o</sup> Déposés au Comptoir national d'Escompte de Paris :</b>		
Legs Coste : 1 245 fr. de rente 3 % amortissable. (Récépissé n <sup>o</sup> 367 226.) . . . . .	41 716 <sup>f</sup> 20	} 41 920 65
6 fr. de rente perpétuelle 3 % (Récép. n <sup>o</sup> 367 227.) . . . . .	204 45	
2 obligations chemins de fer P.-L.-M. (fusion) 3 % (Récépissé n <sup>o</sup> 828 965.) . . . . .	857 50	} 7 396 60
15 obligations chemin de fer Paris à Orléans 3 % (Récépissé n <sup>o</sup> 854 211.) . . . . .	6 539 10	
<b>2<sup>o</sup> Déposés au Crédit foncier de France :</b>		
Legs Bourdin : 36 fr. de rente 3 % (Récépissé n <sup>o</sup> 172 226) . . . . .		997 60
Legs Bresson : 25 fr. de rente 3 % (Récépissé n <sup>o</sup> 670 765) . . . . .		805 »
204 fr. de rente 3 % (conversion de 238 fr. de rente 3 1/2 % en 3 %). [Récépisse n <sup>o</sup> 126 913]. . . . .	7 163 »	} 85 711 68
70 obligations foncières 3 % 1883. (Récépissés n <sup>os</sup> 263 990, 275 268 et 624 786.) . . . . .	29 416 20	
4 obligations communales 3 % 1892. (Récépissé n <sup>o</sup> 275 269.) . . . . .	2 014 65	
1/4 obligation Ville de Paris 2 % 1898. (Récépissé n <sup>o</sup> 314 960.) . . . . .	111 03	
3 obligations chemin de fer du Sud de la France 3 % (Récépissé n <sup>o</sup> 297 508.) . . . . .	1 400 85	
26 obligations du gouvernement de l'Indo-Chine 3 1/2 % 1898. (Récépissés n <sup>os</sup> 322 939 et 406 536.) . . . . .	13 039 15	
25 obligations des chemins de fer de l'Indo-Chine et du Yunnan 3 % (Récépissé n <sup>o</sup> 409 490.) . . . . .	11 020 80	
30 obligations chemins de fer P.-L.-M. (fusion) 3 % (Récépissé n <sup>o</sup> 620 607.) . . . . .	12 926 »	
20 obligations chemins de fer de Paris à Orléans 3 % (Récépissé n <sup>o</sup> 620 608.) . . . . .	8 620 »	
21 546 »		
<b>Annuités :</b> a recevoir de l'Hôtel des Sociétés savantes de 1909 à 1912 pour remboursement du solde d'un prêt de 3 000 fr. relatif à l'installation de la bibliothèque de la Société de Statistique. . . . .		1 170 »
Berger-Levrault et C <sup>ie</sup> , imprimeurs, compte courant. . . . .		5 605 70
<b>Bibliothèque :</b>		
Pour mémoire. { Valeur des livres. . . . .		» »
{ Numéros du Journal en magasin. . . . .		» »
<b>TOTAL DE L'ACTIF. . . . .</b>		<b>147 705<sup>f</sup> 28</b>

### PASSIF

<b>Capital avec affectation spéciale :</b>		
Legs Bourdin . . . . .	997 <sup>f</sup> 60	} 43 723 <sup>f</sup> 25
Legs Bresson (1) . . . . .	805 »	
Legs Coste . . . . .	41 920 65	
Réserve sur cotisations rachetées (2) . . . . .		23 897 27
<b>Fonds et legs sans affectation spéciale, y compris le legs Giffard et l'indemnité des assurances pour l'incendie des collections du Journal de la Société . . . . .</b>		
		64 464 91
<b>Cotisations en cours de rachat (Reçu sur 7 rachats) . . . . .</b>		1 260 »
<b>Provision pour médaille Bourdin . . . . .</b>		72 »
<b>Provision spéciale provenant des revenus du legs Coste, déposés au Comptoir d'Escompte . . . . .</b>		6 000 »
<b>Compte courant du legs Coste au Comptoir national d'Escompte :</b>		
Titres . . . . .	1 396 60	} 2 682 15
Espèces . . . . .	1 285 55	
Berger-Levrault et C <sup>o</sup> , compte courant . . . . .		5 605 70
<b>TOTAL DU PASSIF. . . . .</b>		<b>147 705<sup>f</sup> 28</b>

(1) M. Bresson a légué un titre de 25 fr. de rente 3 % d'une valeur de 805 fr. lors de la remise, en décembre 1908.

(2) Cette réserve s'est réduite en 1908 par suite du décès de 5 membres perpétuels.

## COMPTES DE 1908

### RECETTES

Fonds au 1<sup>er</sup> janvier 1908 :

En caisse . . . . .	514 <sup>f</sup> 90	} 1 390 <sup>f</sup> 20
Au Crédit foncier . . . . .	637 "	
Au Comptoir national d'Escompte. . . . .	238 30	

#### 1<sup>re</sup> PARTIE

#### Recettes effectuées pendant l'année pour le service courant

Cotisations : Membres titulaires . . . . .	3 550 <sup>f</sup> "	} 3 922 "
— Membres correspondants . . . . .	372 "	
Journal · Abonnements et vente de numéros . . . . .		1 318 50
Intérêts sur les titres du portefeuille et sur les fonds au Crédit foncier, et divers . . . . .		3 090 04
Subventions reçues en 1908 (1) :		
Ville de Paris : année 1907 . . . . .	1 000 "	} 2 640 "
Conseil général de la Seine : memoire . . . . .	" "	
Ministère de l'agriculture : 1908. . . . .	1 100 "	
Ministère de l'instruction publique : 1908 . . . . .	300 "	
Ministère du travail et de la prevoyance . . . . .	240 "	
RECETTES effectuées en 1908 . . . . .		<u>(1) 10 970<sup>f</sup> 54</u>

#### 2<sup>e</sup> PARTIE

#### Recettes spéciales

<i>Annuités</i> : 10 annuités de rachats de cotisations . . . . .	600 "	} 960 "
Annuité de 1908 sur le prêt à l'Hôtel des Sociétés savantes. . . . .	360 "	
<i>Legs Bourdin</i> : Intérêts des valeurs de ce legs . . . . .	36 "	} 1 605 75
<i>Legs Coste</i> : Intérêts reçus en 1908 (Revenu des valeurs et intérêts du compte courant au Comptoir d'Escompte), net . . . . .	1 569 75	
Bénéfice résultant du remboursement de 3 obligations foncières 1883 (net 1 479 <sup>f</sup> 05) et du remploi en 3 obligations semblables (net 1 286 <sup>f</sup> 10). . . . .	192 95	} 215 55
Bénéfice provenant de l'amortissement de 30 fr de rente 3 % amortissable (net 998 fr.) et du remploi en titre semblable (net 975 <sup>f</sup> 40) . . . . .	22 60	
		<u>(2) 2 781<sup>f</sup> 30</u>
TOTAL de la 1 <sup>re</sup> et de la 2 <sup>e</sup> partie. . . . .		<u>13 751<sup>f</sup> 84</u>
TOTAL GÉNÉRAL de l'encaisse et des recettes. . . . .		<u><u>15 142<sup>f</sup> 04</u></u>

(1) Reste à recevoir la subvention de 1 000 fr. de la Ville de Paris de 1908 et celle de 375 fr. du Conseil général de la Seine, qui ont été votées, mais non ordonnées en 1908.

(2) A cette somme s'ajoute un crédit de 5 605 fr. 70 sur MM Beiger-Levrault et C<sup>ie</sup> non réglé en espèces restant libre sur un crédit primitif de 7 000 fr., inscrit à leur débit à titre d'indemnité supplémentaire pour provision d'impressions spéciales et diverses, reliquat sur lequel aucun emploi n'a été fait en 1908.

## COMPTES DE 1908

### DÉPENSES

#### 1<sup>re</sup> PARTIE

#### Paiements effectués pendant l'année pour le service courant

**Administration :**

Secrétariat général, correspondance, frais de bureau, etc. . . . .	1 526 <sup>f</sup> 20	}	1 891 <sup>f</sup> 10	}	2 919 <sup>f</sup> 90
Frais de convocations . . . . .	364 90				
Trésorerie et archives, frais de recouvrement, corres- pondance, etc. . . . .			1 028 80		
Loyer : pour 1908 . . . . .					1 000 "
Journal : Impression et frais d'envoi . . . . .			4 352 19	}	5 938 19
— Rédaction en 1908 et graphiques . . . . .			1 586 "		
Annuaire : Impression et expédition . . . . .					199 75
<b>Bibliothèque :</b>					
Allocations mensuelles au bibliothécaire et indemnité au secrétaire . . . . .		}	230 "	}	262 "
Reliures . . . . .			32 "		
<b>Dépenses diverses :</b>					
Frais extraordinaires . . . . .		}	60 55	}	179 05
Frais de représentation en 1908. . . . .			118 50		
Depenses reglees en 1908 . . . . .					<u>10 498<sup>f</sup> 89</u>

#### 2<sup>e</sup> PARTIE

#### Dépenses spéciales et placements

Remboursement de 12 obligations du Trésor 1908. . . . .	5 994 <sup>f</sup> "	
Remploi, y compris un reliquat disponible, en 15 obligations chemins de fer Paris-Orléans 3 % . . . . .		6 539 10
		<u>12 533 10</u>
Différence passive . . . . .	545 <sup>f</sup> 10	545 <sup>f</sup> 10
TOTAL de la 1 <sup>re</sup> et de la 2 <sup>e</sup> partie. . . . .		<u>11 043<sup>f</sup> 99</u>

#### Solde au 31 decembre 1908 pour balance :

En caisse. . . . .	82 <sup>f</sup> 30	}	4 098 <sup>f</sup> 05
Au Crédit foncier . . . . .	2 730 20		
Au Comptoir national d'Escompte. . . . .	1 285 55		
TOTAL GÉNÉRAL égal. . . . .			<u>(<sup>1</sup>) 15 142<sup>f</sup> 04</u>

(<sup>1</sup>) Sur le credit de 7 000 fr. inscrit à la charge de MM Berger-Levrault et C<sup>o</sup> il a été employé, antérieurement à 1908, 1 394 fr. 30 pour l'impression du catalogue de la bibliothèque de la Société, et il reste net, 5 605 fr 70 figurant au bilan

## BUDGET DE PRÉVISION POUR 1909

### RECETTES

#### 1<sup>re</sup> PARTIE

Cotisations . . . . .	4 000 <sup>f</sup> »
Journal : abonnements et ventes .	1 490 »
Revenus des titres du portefeuille et du compte courant au Crédit foncier . . . . .	2 900 »

#### Subventions :

Ville de Paris : Subvention de 1909 . . . . .	1 000 »	}	3 300 »
Ministère de l'Agriculture . .	1 200 »		
Ministère de l'Instruction pu- blique (abonn. au Journal) . . .	300 »	}	11 390 <sup>f</sup> »
Ministère des Travaux publics .	Mémoire		
Conseil général de la Seine . . .	500 »		
Ministère du Travail et de la Prévoyance (abon au Journ) . . .	300 »		
<b>TOTAL de la première partie</b>			

#### 2<sup>e</sup> PARTIE

Subvention de 1908 de la Ville de Paris à recevoir en 1909 . . .	1 000 <sup>f</sup> »	}	960 »
Subvention du Conseil général de la Seine de 1908 à rece- voir en 1909 . . . . .	350 »		
10 annuités en 1909 p <sup>r</sup> rachats de coti- sations en cours . . . . .	600 <sup>f</sup> »	}	36 »
Annuité pour inte- rêts et amortisse- ment de l'avance de 3 000 fr. faite à l'hôtel des Sociétés savantes, pour ins- taller la bibliothé- que de la Société de Statistique . . . . .	360 »		
Revenus du legs Bourdin . . . .	36 »		
— Coste . . . . .	1 300 »		
<b>TOTAL de la seconde partie.</b>			<b>3 646<sup>f</sup> »</b>

#### 3<sup>e</sup> PARTIE

Recette d'ordre :	
Provision pour le Cinquante- naire de la Société et la récep- tion de membres de l'Institut international de statistique à Paris, en 1909 . . . . .	10 000 »
<b>TOTAL de la troisième partie.</b>	<b>10 000<sup>f</sup> »</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL des prévisions.</b>	<b>25 036<sup>f</sup> »</b>

### DÉPENSES

#### 1<sup>re</sup> PARTIE

Administration :			
Secrétariat général, frais de bureau, correspondance, etc . . . . .	1 630 <sup>f</sup> »	}	3 090 <sup>f</sup> »
Frais de convoca- tions . . . . .	410 »		
Trésorerie, archives, frais de recouvre- ment . . . . .	1 050 »		
Loyer :			
Salles des réunions et bibliothèque . . . . .			1 000 »
Journal :			
Impression et envoi . . . . .	4 500 »	}	6 100 »
Rédaction, et gra- phiques . . . . .	1 600 »		
Annuaire :			
Impression et envoi . . . . .			220 »
Bibliothèque :			
Livres, reliures et frais divers .			260 »
Dépenses diverses :			
Frais de représent <sup>on</sup> . . . . .	100 »	}	200 »
Frais extraordinaires . . . . .	100 »		
Travaux spéciaux et dépenses supplémentaires . . . . .			520 »
<b>TOTAL de la première partie.</b>			<b>11 390<sup>f</sup> »</b>

#### 2<sup>e</sup> PARTIE

Reserve des annuités ci-contre .	960 <sup>f</sup> »
— des revenus du legs Bourdin pour sa me- daille . . . . .	36 »
— des revenus du legs Coste et frais de ce compte . . . . .	1 300 »
Reserve du solde de la 2 <sup>e</sup> partie pour contribuer, s'il y a lieu, aux dépenses ci-dessous . . . .	1 350 »
<b>TOTAL de la seconde partie.</b>	<b>3 646<sup>f</sup> »</b>

#### 3<sup>e</sup> PARTIE

Impression, frais de réception, correspondance et dépenses diverses . . . . .	10 000 »
<b>TOTAL de la troisième partie.</b>	<b>10 000<sup>f</sup> »</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL des dépenses.</b>	<b>25 036<sup>f</sup> »</b>

*Le Trésorier,*  
**Paul MATRAT.**

**SOCIÉTÉ**                      **RELEVÉ COMPARATIF QUINQUENNAL**  
 DE  
**STATISTIQUE**                      **DES RECETTES ET DÉPENSES DE DIVERS CHAPITRES**  
 DE PARIS                                      (Années 1904 à 1908)

DÉSIGNATIONS	1904	1905	1906	1907	1908		
<i>Recettes du service courant :</i>							
Cotisations encaissées . . . . .	3 721 »	3 778 »	3 705 »	3 865 »	3 922 »		
Abonnements et vente du Journal . . . . .	1 345,25	1 216,75	1 256 »	1 563,75 <sup>1</sup>	1 318,50		
Revenus des valeurs . . . . .	2 135,68	2 138,35	2 136,84	2 140,51	3 090,04		
Subventions . . . . .	3 200 » <sup>2</sup>	3 500 » <sup>3</sup>	3 000 »	2 150 » <sup>2</sup>	2 640 » <sup>3</sup>		
<b>TOTAL du service courant . . . . .</b>	<b>10 401,83</b>	<b>10 633,10</b>	<b>10 097,84</b>	<b>9 719,26</b>	<b>10 970,54</b>		
<i>Recettes spéciales :</i>							
Annuités pour rachats de cotisations . . . . .	120 »	120 »	360 » <sup>3</sup>	720 » <sup>3</sup>	600 » <sup>3</sup>		
Annuités de l'Hôtel des Sociétés savantes pour remboursement . . . . .	560 »	560 »	560 »	410 » <sup>4</sup>	360 » <sup>4</sup>		
Revenus des legs . . . . .	1 299,80	1 335,30	1 371,40	1 406,90	1 605,75		
Recettes exceptionnelles . . . . .	»	»	»	20 580,32 <sup>5</sup>	215,55		
<b>TOTAL général des recettes . . . . .</b>	<b>12 381,63</b>	<b>12 648,49</b>	<b>12 889,24</b>	<b>32 836,48</b>	<b>13 751,84</b>		
<i>Dépenses du service courant :</i>							
Administration, assemblées, recouvrem., etc.	2 765,05	2 658,10	2 678,75	2 609,75	2 919,90		
Loyer . . . . .	1 000 »	1 000 »	1 000 »	1 000 »	1 000 »		
Journal (impression, graphiques, rédaction, etc.)	5 937,15	6 525,72 <sup>6</sup>	6 329,46 <sup>6</sup>	6 093,41	5 938,19		
Annuaire . . . . .	218,35	211,60	196,35	183,10	199,75		
Bibliothèque . . . . .	355,35 <sup>7</sup>	282,30 <sup>7</sup>	370,65 <sup>7</sup>	186 »	262 »		
Dépenses extraordinaires . . . . .	»	»	»	207,35 <sup>8</sup>	179,05 <sup>9</sup>		
<b>TOTAL du service courant . . . . .</b>	<b>10 275,90</b>	<b>10 677,72</b>	<b>10 575,21</b>	<b>10 279,61</b>	<b>10 498,89</b>		
Dépenses spéciales . . . . .	114,80 <sup>10</sup>	312,35 <sup>11</sup>	71,65	108 » <sup>10</sup>	»		
<b>TOTAUX . . . . .</b>	<b>11 390,70</b>	<b>10 990,07</b>	<b>10 646,86</b>	<b>10 387,61</b>	<b>10 498,89</b>		
<i>Situation :</i>							
Valeurs en portefeuille . . . . .	107 276,88 <sup>12</sup>	109 299,68 <sup>12</sup>	109 299,68 <sup>12</sup>	135 718,68 <sup>12</sup>	136 831,53 <sup>12</sup>		
Annuités à recevoir de l'Hôtel des Soc. savantes.	3 060 » <sup>13</sup>	2 500 » <sup>13</sup>	1 940 » <sup>13</sup>	1 530 » <sup>13</sup>	1 170 » <sup>13</sup>		
En caisse et dépôts . . . . .	4 007,22	3 642,75	5 385,13	1 390,20	4 098,05		
Créance . . . . .	»	»	»	5 605,70 <sup>14</sup>	5 605,70 <sup>14</sup>		
<b>TOTAUX . . . . .</b>	<b>114 344,10</b>	<b>115 442,43</b>	<b>116 624,81</b>	<b>144 244,58</b>	<b>147 705,28</b>		
<i>Personnel :</i>							
Membres	{	titulaires { perpétuels . . . . .	116	113	109	105	106
		non rachetés . . . . .	144	144	151	163	162
		correspondants . . . . .	29	27	28	31	31
		associés . . . . .	71	73	73	72	72
<b>TOTAUX . . . . .</b>	<b>360</b>	<b>357</b>	<b>361</b>	<b>371</b>	<b>371</b>		

1. Dont vente d'une collection du journal en 1907.
2. La subvention du Ministère de l'Agriculture a été de 1150 fr. en 1904, 1200 fr. en 1905 et 1100 fr. en 1907 et 1908. — En outre, les subventions n'ont pas toujours été payées pendant les années auxquelles elles se rapportaient. La subvention de 1000 fr. de la ville de Paris votée en 1908 n'est pas encore mandatée, ni celle du Conseil général de la Seine de 350 fr. en 1908.
3. Rachats de cotisations plus nombreux et rachat intégral en 1907.
4. A partir d'avril 1907, l'annuité pour remboursement d'un prêt à l'Hôtel des sociétés savantes reste seule à courir.
5. Indemnité reçue en espèces pour l'incendie des collections du Journal de la Société. En outre, un crédit de 7 000 fr. a été ouvert par la Maison Berger-Levrault et Cie, à titre d'indemnité complémentaire au sujet de cet incendie.
6. Feuilles en plus pour l'impression du Journal.
7. Y compris les menus frais pour l'établissement du catalogue de la bibliothèque.
8. Invitations, couronnes.
9. Y compris la médaille du Jubilé de M. Levasseur.
10. Achat de la médaille du prix Bourdin en 1904 et 1907.
11. Exposition de Liège et souscription au monument Tarde.
12. Y compris l'attribution de 22 000 fr. sur le legs Giffard et 41 920 fr. 65 du capital net du legs Coste. Placement en 1905 de 2 022 fr. et en 1907 de 4 397 fr. 80 provenant des revenus accumulés de ce dernier legs. Emploi en 1907 de l'indemnité payée pour l'incendie des collections du Journal et d'un reliquat. Légères économies en 1908.
13. Réductions progressives des annuités restant dues par l'Hôtel des Sociétés savantes pour cession de corps de bibliothèques et pour prêt fait par la Société; à partir d'avril 1907, les annuités sur le prêt restent seules dues.
14. Partie restant due par la Maison Berger-Levrault et Cie sur la créance de 7 000 fr. pour indemnité complémentaire concédée par cette Maison pour l'incendie des collections du Journal de la Société (1 391 fr. 30 ont été affectés à l'impression du catalogue de la Bibliothèque).

\*\*

*Le Trésorier, Paul MATRAT.*